

Compte-rendu du CDEN - 15 février 2017

Le CDEN débute à 9h à la Préfecture de la Haute-Vienne.

Mme Bénédicte Martin, sous-Préfet de Bellac - Rochechouart, se présente et préside pour la première fois le CDEN, en l'absence de M. Le Méhauté, Préfet de Haute-Vienne, excusé.

Sont présents Mme Orlay, IA DASEN de Haute-Vienne ; M. Bustreau, IEN adjoint ; Mme Yahiaoui, SG de l'IA 87, M. Leblois, Président du Conseil Départemental ; M. Reymbaut, chargé de mission à la DSDEN ; Mme Meuleman et M. Czekala pour l'administration ; des membres du CD 87 ; des maires de Haute-Vienne ; des membres de la FCPE, de l'UDAF, de la Ligue de l'enseignement ; des DDEN ; des élus du personnel FSU, UNSA, FO et Sgen-Cfdt.

L'ordre du jour est le suivant :

- ❖ Approbation du PV du CDEN précédent
- ❖ Etude de la modification de la carte scolaire 2D pour les collèges Renoir et Calmette
- ❖ Rythmes scolaires : changements d'horaires
- ❖ Mesures de carte scolaire 1D
- ❖ Point sur les prévisions d'effectifs dans le 2D

APPROBATION DU PV DU CDEN PRÉCÉDENT

M. Leblois demande en préambule l'approbation du PV du CDEN du 23 novembre 2016, adopté à l'unanimité.

ETUDE DE LA MODIFICATION DE LA CARTE SCOLAIRE POUR LES COLLÈGES RENOIR ET CALMETTE

En ce qui concerne les collèges Auguste Renoir et Albert Calmette de Limoges, des réunions d'information ont été organisées avec les différents partenaires : Conseil Départemental 87, principaux des 2 collèges, parents d'élèves, représentants de Limoges Métropole.

Le projet de modification des secteurs y a reçu un accueil favorable unanime.

Mme Roussely, Directrice du pôle « collèges » au CD 87, présente la situation et les projections envisagées pour rétablir un équilibre.

Présentation de la situation actuelle et projection si aucune modification de sectorisation n'est mise en place :

Pour rappel, les deux collèges ont une capacité d'accueil identique de **30 divisions**.

Le collège Calmette étant classé en REP, certaines de ses divisions ont des effectifs réduits.

	Effectifs de rentrée 2011	Nombre de divisions 2011	Effectifs de rentrée 2016	Nombre de divisions 2016	Différentiel 2011 – 2016	Projection horizon 2020
Collège Calmette	410 élèves	20	629 élèves	29	+ 219 élèves soit + 53 %	680 à 690 élèves, soit 30 à 31 divisions
Collège Renoir	543 élèves	21	442 élèves	16	- 101 élèves soit - 19 %	421 élèves, soit 16 divisions

Le secteur actuel rattaché à Renoir étant assez enclavé et restreint, le Conseil Départemental a travaillé par quartiers. Objectif : rattacher 2 secteurs (un sur le Puy las Rodas et l'autre au Roussillon) au secteur actuel de Renoir.

En 2017, ces secteurs apporteraient en théorie 35 élèves en 6^{ème}, environ 150 sur 4 ans. Le travail a été effectué à partir du domicile des élèves pour cette projection.

Les écoles impactées principalement seraient Jules Ferry et Condorcet-Roussillon, malgré la particularité de la répartition des effectifs par la Mairie de Limoges (pas de sectorisation dans le premier degré), qui rend cette projection approximative.

Projections théoriques de 2017 à 2021 :

- pour **Calmette** (hors Segpa et ULIS soit 94 élèves, et calcul effectué avec une moyenne statistique de dérogations accordées) :
 - sans modification du secteur, on passerait de 555 à 680 élèves (soit + 125)
 - avec modification, on passerait de 555 à 515 élèves (soit - 40)
- pour **Renoir** :
 - sans modification du secteur, on passerait de 442 à 453 élèves (soit + 11, stagnation des effectifs)
 - avec modification, on passerait de 442 à 618 élèves (soit + 176)

Calendrier :

15 février : consultation du CDEN (avis consultatif)

7 mars : validation par l'exécutif départemental (Commission permanente)

Rentrée de septembre 2017 : effectivité de la nouvelle sectorisation

La DASEN rappelle que les dérogations sont accordées dans la limite des places vacantes. Elle rappelle qu'il y a des dérogations entrantes et sortantes, et qu'elles sont bornées par le droit, « qui est en faveur des parents ». M. Leblois demande l'avis consultatif du CDEN.

La FSU, s'offusquant de ne pas avoir reçu les documents présentés avant le CDEN, refuse de voter.

M. Leblois conteste cette possibilité et précise que dans une telle assemblée, « chacun doit prendre ses responsabilités ». Il ajoute que les documents ayant été produits à peine 2 jours auparavant, il était absurde de les communiquer la veille, surtout pour un simple avis consultatif et non décisionnaire. Il comptabilise donc le vote de la FSU en abstention, tous les autres membres (dont le Sgen-Cfdt, l'Unsa et FO) votent POUR.

▪ CHANGEMENTS D'HORAIRE :

Olivier Reymbaut, chargé de mission « formation continue et M@gistère » à la DSDEN, présente les modifications d'horaires proposées pour les écoles suivantes : St Bonnet-Briance, St Laurent-sur-Gorre, Gorre, Linards, Laurière, La Meyze, Peyrilhac et Moissannes.

Il indique que ces modifications proviennent de problématiques liées à la cantine, à l'organisation des activités périscolaires ou du transport.

Les OS regrettent que certaines équipes aient été mises devant le fait accompli et prévenues très tardivement, voire à la rentrée seulement dans le pire des cas.

Mme Orlay répond que **tous les acteurs doivent être au même niveau d'information** et regrette ces problèmes. Elle rappelle, comme elle l'avait déjà souligné au CTSD, que ce sujet des transports est fondamental sur un territoire rural et étendu comme notre département.

Cette compétence passant prochainement du CD à la Région Nouvelle-Aquitaine, l'inquiétude qu'elle ne soit pas une préoccupation à la hauteur de l'enjeu (vue de la lointaine capitale bordelaise) est exprimée, par les OS comme par la FCPE.

Celle-ci s'inquiète des variations de tarification possible et d'une harmonisation « par le haut » des tarifs (car il existe actuellement de fortes disparités entre les départements, la Haute-Vienne étant plutôt bien lotie à ce niveau par la politique volontariste du CD 87).

Mme Martin, sous-Préfet de Bellac, répond que le Préfet de Haute-Vienne et elle-même, conscients de ce risque, seront très vigilants sur ce point.

Mme Yildirim, vice-présidente du Conseil Départemental, ajoute que l'ensemble des missions de la Régie départementale va passer à la Région. Elle précise que le CD 87 a été vigilant au maintien du maillage sur le territoire.

▪ CARTE SCOLAIRE PREMIER DEGRÉ

La DASEN présente un tableau récapitulatif des conditions d'encadrement de 2012 à l'horizon 2019, puis décline les éléments politiques retenus dans le cadre de la Loi de Refondation.

Mesures pour une école juste, exigeante et inclusive :

- Continuer à lutter contre la difficulté scolaire :
 - Scolarisation des - de 3 ans, notamment en REP et dans des écoles à besoins similaires (le taux actuel de 6,7 % est encore insuffisant selon elle)
 - dispositifs PMQC à déployer sur les écoles visées par les textes (REP, « politique de la ville », écoles « fragiles », « ruralité fragile »)
- Continuité du service public et formation continue des enseignants : 8 postes de Brigade départementale
- Pilotage et encadrement pédagogique : 1 poste de CPC EPS (0,5 pour HV3 et 0,5 pour HV7)
- Prise en compte des élèves à besoins particuliers : ULIS école, UPE2A, enseignant référent

L'IA précise que l'on doit partir des problèmes et des besoins des élèves, des écoles, des territoires, pour avoir une réponse en termes de moyens.

Elle cite notamment en exemple le quartier des « Portes ferrées » à Limoges et le cas de l'école Victor Hugo qui, malgré le public accueilli, ne bénéficie pas de l'étiquetage REP, de par sa dépendance au secteur du collège Ventadour.

Elle précise que **les attendus des équipes et l'adhésion à ces dispositifs est également très importante.**

Mme Yahiaoui, Secrétaire Générale de l'IA, rappelle ensuite les modifications apportées au cours du CTSD, à savoir la suppression de **Cussac primaire** et de **Landouge maternelle** de la liste initiale des suppressions envisagées.

M. Lardillier, maire de St Pardoux, émet alors une critique sur les prévisions d'effectifs effectuées par l'administration, notamment en milieu rural.

Il prétend que l'administration prend en compte les départs certains, mais aussi des départs « probables » ou des départs liés à un déménagement, sans compter forcément le futur aménagement qui pourra se produire à court ou moyen terme. Cela pénalise fortement les petites communes qui n'ont pas un « turn-over » aussi rapide que dans les grandes villes.

Il cite l'exemple de Roussac-Rancon, menacé de fermeture en février dernier, et qui avait vu ses effectifs augmenter à un niveau très éloigné des prévisions initiales de l'IA (*cette fermeture avait été annulée en ajustement de carte scolaire au CTSD de juin 2016*).

La FSU réitère sa demande, faite lundi en fin de CTSD, de compenser la fermeture à la maternelle d'Ambazac par une ouverture à l'élémentaire.

Mme Orlay répond que ses services n'ont pas eu le temps d'étudier la situation en 2 jours à peine pour qu'elle puisse trancher. Elle ajourne donc sa décision au CTSD de juin.

Elle propose alors de voter la carte scolaire, en précisant au préalable que « celle-ci n'est pas qu'une question d'effectifs, c'est un critère certes, mais pas le seul ».

Elle rappelle également que les 5 postes étiquetés « ruralité » (*attribués à la Haute-Vienne par le Recteur, malgré les protestations de la FSU en CTA qui réclamaient, rappelons-le, qu'ils soient attribués à la Creuse*) « ont permis de ne pas fermer 5 écoles en milieu rural ».

Résultat du vote :

16 abstentions (dont toutes les OS, comme au CTSD, et les 3 maires présents) ; **8 POUR** (dont les élus du CD) ; **0 CONTRE** et **1 refus de vote** (un membre de la FCPE).

▪ **ÉTAT DES LIEUX DU SECOND DEGRÉ**

La DASEN dresse un bilan rapide de la situation :

- Baisse d'effectifs annoncée et qui va se poursuivre.
- Le travail sur la sectorisation va être nécessaire pour rééquilibrer Limoges intra-muros, l'agglomération de Limoges et le secteur rural.
- 176 élèves en moins attendus (13 903 à la rentrée 2016 contre 13 727 en prévision 2017).
- Evolution prévue de la DGH : 16 897,72 heures en 2016 contre une prévision de 16 771,50 heures à la rentrée 2017 (dotation totale DGH), soit **une perte de 126,22 h** pour l'ensemble des établissements.

L'IA rappelle en outre que c'est une compétence liée avec le niveau académique et qu'elle verra comment améliorer les choses en accord avec le Recteur.

Elle confie, sans pour autant les citer, avoir en tête **5 situations en vigilance** au niveau de la répartition de la DGH, avec des moyens à peu près constants par rapport à l'an dernier.

La séance est levée à 10h50.

Pour le Sgen-Cfdt 87,

Didier Marec